



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 24 novembre 2021 – N° 14

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Mme Zoé Girard, lauréate de l'Ours de bronze (14-17 ans).*
- La députée de Vaudreuil sur le sujet suivant : *Le nouveau pont de l'Île-aux-Tourtes : une occasion ratée pour la bonification du transport collectif à Vaudreuil.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Féliciter Mme Émilie Ferland et M. Clifford Miller pour l'obtention du prix Jeune entreprise 2021 de Développement économique Nouvelle-Beauce.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jonas Kouassi.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Félicitations à l'entreprise collective Complices alimentaires.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *L'arbre de joie pour nos jeunes.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *L'apport essentiel de Mme Catherine Kargas à l'enjeu écologique.*
- Le député de Bonaventure sur le sujet suivant : *Hommage aux travailleurs forestiers.*
- La députée de Brome-Missisquoi sur le sujet suivant : *Félicitations aux élus municipaux du comté de Brome-Missisquoi.*
- La députée de Champlain sur le sujet suivant : *Les Maisons des familles du comté.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 1**
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement
Présenté par le ministre de la Famille le **21 octobre 2021**

- 2) **Projet de loi n° 2**
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil
Présenté le ministre de la Justice le **21 octobre 2021**

- 3) **Projet de loi n° 4**
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le **26 octobre 2021**

- 4) **Projet de loi n° 7**
Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales provinciales dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 et modifiant la Loi électorale
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale le 27 octobre 2021
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 novembre 2021
Reprise du débat, ajourné au nom du député de LaFontaine le **23 novembre 2021**, sur la motion de report du député de Jacques-Cartier proposant que la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot « maintenant » et en ajoutant, à la fin, les mots « dans 10 semaines »

- 5) **Projet de loi n° 8**
Loi visant à reporter l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi transférant au commissaire au lobbying la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale le **9 novembre 2021**

- 6) **Projet de loi n° 9**
Loi sur le protecteur national de l'élève
Présenté par le ministre de l'Éducation le **23 novembre 2021**

- 7) **Projet de loi n° 11**
Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **11 novembre 2021**

- 8) **Projet de loi n° 30**
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

- 9) **Projet de loi n° 102**
Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **5 octobre 2021**

Étude détaillée en commission

- 10) **Projet de loi n° 3**
Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le 20 octobre 2021
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 10 novembre 2021
Principe adopté le **11 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 11) **Projet de loi n° 5**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 25 mars 2021 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 2 novembre 2021
Principe adopté le **23 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 12) **Projet de loi n° 6**
Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale le 28 octobre 2021
Principe adopté le **10 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 13) **Projet de loi n° 23**
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 14) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 15) Projet de loi n° 96
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 21 octobre 2021
Principe adopté le **4 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 16) Projet de loi n° 101
Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 9 juin 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 5 octobre 2021
Principe adopté le **6 octobre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 17) Projet de loi n° 103
Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif
Présenté par la ministre déléguée à l'Économie le 6 octobre 2021
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 4 novembre 2021
Principe adopté le **9 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

- 18) Projet de loi n° 92
Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières
Présenté par le ministre de la Justice le 15 septembre 2021
Principe adopté le 22 septembre 2021
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 28 octobre 2021
Rapport de la Commission des institutions déposé le **23 novembre 2021**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 19) Projet de loi n° 190
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 novembre 2021**
- 20) Projet de loi n° 191
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires
Présenté par la députée de Mercier le **11 novembre 2021**
- 21) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 22) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 23) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

- 24) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 25) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 26) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 27) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 28) Projet de loi n° 390
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**
- 29) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 30) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 31) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**

- 32) Projet de loi n° 394
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 33) Projet de loi n° 395
Loi instituant le Fonds de transition juste
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 34) Projet de loi n° 396
Loi pour une meilleure qualité de l'air
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 35) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 37) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**

- 40) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 41) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 42) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 43) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 44) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 46) Projet de loi n° 592
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d'accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 47) Projet de loi n° 593
Loi modifiant l'âge requis pour posséder la qualité d'électeur
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**

- 48) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 49) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 50) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 51) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 52) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 53) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 54) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 55) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**

- 56) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 57) Projet de loi n° 694
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 58) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 59) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 60) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 61) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 62) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 63) Projet de loi n° 791
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**

- 64)** Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 65)** Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l’Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 66)** Projet de loi n° 796
Loi sur l’Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} juin 2021**
- 67)** Projet de loi n° 797
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d’y intégrer l’entreprise à mission
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 68)** Projet de loi n° 890
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l’aide financière aux études
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 69)** Projet de loi n° 893
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 70)** Projet de loi n° 894
Loi interdisant la recherche et la production d’hydrocarbures
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **16 septembre 2021**
- 71)** Projet de loi n° 896
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d’une élection générale
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**

- 72) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 73) Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire
Présenté par la députée d'Iberville le **6 octobre 2021**

Étude détaillée en commission

- 74) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 75) Projet de loi n° 793
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021
Principe adopté le **10 juin 2021**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 76) Projet de loi n° 200
Loi concernant la Ville de Montréal
Présenté par le député de Bourget le **10 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 77) Projet de loi n° 201
Loi prolongeant le délai prévu à l'article 137 de la Charte de la Ville de Gatineau
Présenté par le député de Bourget le **10 novembre 2021**, et
Renvoyé à Commission de l'aménagement du territoire
- 78) Projet de loi n° 202
Loi concernant l'activité d'assureur de la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM) et la fusion par voie d'absorption de La Mutuelle des municipalités du Québec avec celle-ci
Présenté par le député d'Orford le **11 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 79) Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Adoption du principe

- 80) Projet de loi n° 219
Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (site de l'hôpital Royal Victoria) (*titre modifié*)
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le 11 novembre 2020
Rapport de la Commission des finances publiques déposé et adopté le **14 septembre 2021**

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 81) 23 novembre 2021
Motion du député de Rosemont

QUE l'Assemblée nationale constate que l'enquête de la coroner sur la gestion de la pandémie dans les CHSLD a révélé à ce jour les graves manquements, lacunes et incohérences du réseau de la santé;

QU'elle déplore l'absence de vision d'ensemble de la situation malgré les nombreuses et fréquentes révélations dévoilées par les médias;

QU'elle affirme que les impacts de la mauvaise gestion de la pandémie se sont fait sentir dans tous les secteurs de la société;

QU'elle reconnaisse que les Québécoises et les Québécois et plus particulièrement des personnes âgées et leurs familles ont souffert de l'improvisation et du manque de professionnalisme du gouvernement;

QU'elle souligne que la population n'a pas eu accès aux avis écrits et documents qui ont été utilisés par le gouvernement pour prendre les décisions, notamment ceux rédigés par la Santé publique;

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement d'instituer sans délai une enquête publique, en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête, sur la gestion de la pandémie de COVID-19.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable » ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau » ;
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance » ;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique ;
- Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec : réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41e rapport de la Commission de l'administration publique.

**COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES**

Mandat règlementaire

- Interpellation du député de Mont-Royal–Outremont au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles sur le sujet suivant : *Les Québécois vont payer cher le prix des mauvaises décisions du gouvernement caquiste notamment en matière de tarifs d'énergie* (avis donné le 11 novembre 2021).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Ville de Montréal (mandat confié le 10 novembre 2021).
- **Projet de loi n° 201**, Loi prolongeant le délai prévu à l'article 137 de la Charte de la Ville de Gatineau (mandat confié le 10 novembre 2021).
- **Projet de loi n° 202**, Loi concernant l'activité d'assureur de la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM) et la fusion par voie d'absorption de La Mutuelle des municipalités du Québec avec celle-ci (mandat confié le 11 novembre 2021).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 96**, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (mandat confié le 4 novembre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 103**, Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif (mandat confié le 9 novembre 2021).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 6**, Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 10 novembre 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (mandat confié le 11 novembre 2021).
- **Projet de loi n° 5**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 25 mars 2021 et à certaines autres mesures (mandat confié le 23 novembre 2021).
- **Projet de loi n° 6**, Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 10 novembre 2021).
- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 2**, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil (mandat confié le 23 novembre 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement (mandat confié le 11 novembre 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 101**, Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 102**, Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (mandat confié le 3 novembre 2021).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA
LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Étudier les enjeux liés à l'élargissement de l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation d'inaptitude et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale (mandat confié le 20 octobre 2021).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 5) Mme Nichols (Vaudreuil) – **21 octobre 2021**
À la ministre des Affaires municipales et de l’Habitation

Le rapport annuel de gestion 2020-2021 du Tribunal administratif du logement (TAL) fait état d’une hausse importante des délais auxquels sont confrontés les citoyens qui ont recours à cette instance.

Pour les années 2019-2020 à 2020-2021, les délais pour être entendu devant le Tribunal administratif du logement a grimpé de 40 %, ce qui signifie, en pratique, que les temps d’attente sont passés d’environ trois mois et demi en 2019-2020, à tout près de cinq mois l’année suivante.

Pour les dossiers associés à des causes de fixation et révision du loyer, les locataires passaient 6 mois, en moyenne, en 2019-2020, à plus d’un an en 2020-2021 et c’est sans mentionner l’allongement des temps d’attente pour les causes civiles urgentes.

Alors que nos voisins de l’Ontario se font offrir un service judiciaire avec un délai décent de quelques semaines, ici au Québec, la situation empire et la pandémie de la COVID-19 semble être la raison universellement utilisée pour justifier toute problématique incluant les délais beaucoup trop longs.

Que compte faire la ministre afin de réduire les délais au Tribunal administratif du logement, et ce, dès cette année ?

- 6) M. Fortin (Pontiac) – **26 octobre 2021**
Au ministre des Transports

Cet été, plusieurs articles dans les médias ont fait état d’un nouveau phénomène de relâchement inquiétant du port de la ceinture de sécurité dans les véhicules routiers.

En effet, l’an dernier, c’est plus du tiers des personnes décédées sur les routes du Québec qui n’avaient pas bouclé leur ceinture. Il s’agissait d’une importante hausse en comparaison à l’année précédente.

Rappelons que le port de la ceinture de sécurité sauve des vies et que les bienfaits de cette pratique sont largement documentés et éprouvés.

Selon plusieurs experts, il semble que ce relâchement soit dû à un oubli ou à un désintérêt des bonnes pratiques, possiblement faute de sensibilisation. La dernière campagne de sensibilisation sur le port de la ceinture de sécurité remonte à 2018.

La Société de l'assurance automobile (SAAQ) mentionne qu'elle souhaite attendre de voir si 2020 était une année atypique pour prévoir des actions. Toutefois, cette attente nous semble difficile à justifier.

D'autres statistiques ont démontré qu'en raison du télétravail et des changements de comportements dus à la pandémie, il y a eu moins d'accidents, mais que ceux-ci étaient plus mortels. Certains patrouilleurs faisaient mention que la baisse de la congestion incitait les conducteurs à rouler plus vite.

Chaque blessure grave ou décès en lien avec la non-utilisation de la ceinture de sécurité en est une de trop et c'est inacceptable. La sécurité routière est un sujet qui nous interpelle tous.

Est-ce que le ministre peut nous dire ce qu'il compte faire pour contrer le relâchement constaté sur le plan du port de la ceinture de sécurité ?

7) **M. Fortin (Pontiac) – 26 octobre 2021**
Au ministre des Transports

En janvier 2020, un des hélicoptères de la Sûreté du Québec s'écrasait pendant une intervention de recherche de victimes d'un accident de motoneige au Saguenay.

Huit mois plus tard, en août 2020, le gouvernement achetait un hélicoptère, Airbus H145 usagé, de gré à gré, sans passer par un appel d'offres.

Un an plus tard, des négociations de gré à gré avaient lieu pour l'achat de deux hélicoptères de modèle Bell 412.

Selon les pilotes affectés, en procédant de cette façon, le gouvernement s'empêche d'explorer des avenues qui permettraient d'acquérir des appareils répondants à leurs besoins opérationnels. Par exemple, le modèle 412 n'aurait pas la capacité de « maintenir un vol stationnaire » si un moteur tombait en panne.

Près de deux ans plus tard, la flotte sera constituée de deux modèles différents. Les pilotes critiquent le manque d'uniformisation qui, lors de conditions difficiles, pourrait augmenter les risques d'erreurs de pilotage.

Dans les trois cas, il était question de contrats de plusieurs dizaines de millions de dollars. Le gouvernement plaidait l'urgence d'agir alors que l'on constate que les processus de gré à gré ont pris plusieurs mois.

Pourtant, les processus et les avantages des appels d'offres sont clairs. Le gouvernement a développé une expertise en acquisition de biens et services afin d'investir convenablement l'argent des contribuables.

Est-ce que le ministre peut nous indiquer s'il aurait été possible de faire des appels d'offres, et pourquoi ne pas l'avoir fait directement et formellement ?

Quelle était l'urgence justifiée pour réaliser ces achats en gré à gré ?

Est-ce que le ministre peut nous dire comment, sans appel d'offres, il peut garantir qu'il s'agit du meilleur choix pour combler les besoins, au meilleur prix avec les meilleurs délais ?

8) **M. LeBel (Rimouski) – 26 octobre 2021**
Au gouvernement

La Coalition nationale pour la tarification sociale en transport est un regroupement d'organismes communautaires de plusieurs régions du Québec qui réclame une tarification sociale pour le transport en commun.

Plusieurs enjeux d'exclusion sociale attirent l'attention de ces groupes :

- Sans service adéquat et accessible de transport collectif, les personnes en situation de pauvreté ne peuvent peu ou pas s'épanouir dans leurs relations sociales puisqu'elles doivent limiter leurs contacts.
- L'inaccessibilité du service aux personnes en situation de pauvreté empêche les gens d'exercer leurs droits au travail, à l'éducation et à la santé.
- La tarification universelle restreint l'accès au service pour les personnes en situation de pauvreté.
- Plusieurs communautés rurales ne disposent pas de service de transport collectif ou celui-ci reste très limité.

Il devient évident que d'offrir une tarification sociale basée sur le revenu et la capacité de payer des usagers pour le transport des personnes constitue une question de qualité de vie et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Ma question :

Afin d'assurer la pérennité des services de transport collectif, le respect et la dignité de la personne, le gouvernement peut-il s'engager à bonifier son apport financier auprès des municipalités afin de leur permettre d'offrir une tarification sociale pour le transport en commun (régulier et adapté) dans les régions du Québec ?

9) M. Rousselle (Vimont) – **26 octobre 2021**

À la ministre de la Sécurité publique

La recrudescence de la violence par armes à feu au Québec et la multiplication des fusillades dans les derniers mois inquiètent, à juste titre, les différents corps d'agents de la paix, qui craignent pour leur sécurité.

Les contrôleurs routiers sont les seuls agents de la paix qui ne disposent pas d'une arme de service.

Pourtant, ils sont appelés à intervenir dans des situations dangereuses. Le gouvernement juge d'ailleurs leur travail assez dangereux pour qu'une veste pare-balle fasse partie de leur uniforme. Toutefois, les contrôleurs routiers sont limités à un bâton et à du poivre de cayenne lors de leurs interventions, et ce, en dépit d'un cours de maniement d'armes.

Sachant qu'ils interviennent auprès des véhicules lourds, et que ceux-ci peuvent contenir des marchandises destinées au marché illicite, il y a lieu de se préoccuper de leur sécurité.

Est-ce que la ministre peut nous dire quelle est la position du gouvernement face à la demande du port d'arme formulée par la Fraternité des constables du contrôle routier du Québec ?

De plus, est-ce que la ministre juge que les contrôleurs routiers sont adéquatement équipés pour exercer leur travail de façon sécuritaire ?

10) M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) – **26 octobre 2021**
À la ministre de l'Éducation supérieure

En juin 2019, le gouvernement a décidé d'élargir le Programme de bourses de soutien à la persévérance et à la réussite des stagiaires, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, en y incluant de nouveaux programmes. Les stagiaires en propédeutique de la maîtrise en travail social n'ont malheureusement pas été inclus dans cette liste. Ce qui est surprenant, c'est que leurs collègues au baccalauréat en travail social, qui effectuent des stages à toute fin pratique identiques, eux, y ont accès.

Il s'agit d'un montant de 2 700 \$ auxquels ces étudiants n'ont pas droit. Il faut comprendre que le stage qu'effectuent ces derniers occupe 4 jours par semaine, ce qui s'ajoute aux autres cours. Il est donc très difficile d'occuper un emploi en plus de ces exigences. Et c'est sans parler des étudiants ayant, en plus, une personne à charge.

Considérant ce qui précède,

1. La ministre de l'Éducation supérieure peut-elle nous expliquer pourquoi elle n'a pas inclus le programme en propédeutique de la maîtrise en travail social dans le programme de soutien à la persévérance et à la réussite des stagiaires ?
2. Reviendra-t-elle sur cette décision et y inclura-t-elle ce programme, et ce, dès la session d'hiver 2022 ?

11) M. Arseneau (Îles-de-la-Madeleine) – **2 novembre 2021**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Chaque année, 7 000 Québécois reçoivent un diagnostic de cancer colorectal, et 2 700 en décèdent. Ce cancer est le deuxième plus mortel au Québec. Son dépistage précoce est la clé pour l'augmentation du taux de survie des patients, le principe étant de détecter le cancer à un stade peu avancé, avant que les signes et symptômes de la maladie n'apparaissent.

En ce moment, pour avoir accès au test RSOSi (recherche de sang occulte dans les selles), les Québécois doivent avoir une prescription. Dans un contexte de pénurie de médecins de famille, cela représente une barrière à l'entrée. Or, selon la Société canadienne du cancer, le taux de survie après 5 ans pour ce type de cancer est de 90 % dans le cas d'un stade précoce, mais de seulement 13 % dans le cas d'un stade avancé, ce qui illustre l'importance d'un dépistage précoce.

Au Québec, contrairement à ailleurs au Canada, nous n'avons toujours pas de programme de dépistage organisé pour le cancer colorectal. Pourtant, en 2016, on avait annoncé un investissement de 10 M \$ pour lancer le PQDCCR (Programme québécois de dépistage du cancer colorectal) en 2018; nous sommes fin 2021, et le programme n'est toujours pas déployé.

Compte tenu de cette situation, nos questions au ministre de la Santé et des Services sociaux sont les suivantes :

- Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux s'engage à déployer le PQDCCR d'ici la fin de la prochaine année dans l'ensemble des régions du Québec? Sinon, est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux s'engage à fournir un échéancier quant au déploiement du PQDCCR?
- Est-ce que le ministre de la Santé et des Services sociaux pourrait expliquer ce qui retarde le déploiement du PQDCCR depuis maintenant des années, malgré des millions de dollars d'investissements?

12) M. LeBel (Rimouski) – **3 novembre 2021**

Au gouvernement

L'incapacité de payer les soins de santé buccodentaire au Québec est devenue une réalité d'une portion de plus en plus importante de la population. Se priver de soins dentaires pour des raisons financières oui, malheureusement ça existe en 2021 au Québec.

Les régimes d'assurance privée et publique conditionnent l'accès à ces services. Alors, en raison du coût énorme pour elles de souscrire à un programme d'assurance dentaire, des familles doivent choisir de ne pas consulter un professionnel dentaire afin de réussir à payer le logement, la nourriture, etc.

Pourtant, la santé buccodentaire est une composante essentielle de la santé générale d'un individu. La science est claire sur les liens existants, notamment, entre l'inflammation des gencives et les troubles métaboliques tels que le diabète.

Il est maintenant le temps de réduire les inégalités sociales en santé et de corriger les iniquités systémiques dans l'offre de services de santé buccodentaire.

Nous le savons : le coût d'une visite chez le dentiste, surtout pour des traitements spécialisés, est très onéreux. La solution se trouve donc à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), qui doit couvrir ces soins buccodentaires au même titre que les autres couvertures pour les soins de santé.

Ma question :

Pour que l'ensemble des Québécoises et des Québécois puissent aller chez le dentiste sans se ruiner.

Pour ce Québécois sur quatre qui doit endurer son mal juste parce que son compte de banque n'est pas à la hauteur.

Est-ce que le gouvernement va, d'ici les prochaines élections, inclure les soins buccodentaires au régime d'assurance maladie du Québec ?

Est-ce que le gouvernement va enfin conclure avec les professionnels l'entente sur les soins dentaires couverts par la RAMQ ?

- 13) M. Polo (Laval-des-Rapides) – **3 novembre 2021**
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration fait état de la non-atteinte d'une cible de rétention du personnel. En effet, le taux de rétention du personnel régulier était de 92,1 % en 2020-2021 face à un objectif de 94 %.

En guise d'explication, le ministère indique qu'un sondage a été réalisé dans le cadre d'une démarche de mobilisation du personnel à l'automne 2020 et que des mesures, pour soutenir la mobilisation et favoriser la rétention du personnel, devaient suivre.

Est-ce que la ministre peut nous faire connaître les mesures qui seront mises en place pour favoriser l'atteinte de l'objectif de rétention du personnel au sein du ministère pour l'année en cours et les années à venir ?

- 14) M. Polo (Laval-des-Rapides) – **3 novembre 2021**
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Le rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration fait état de la non-atteinte de la cible concernant le taux de présence des personnes immigrantes sur le territoire québécois.

Comment la ministre explique-t-elle l'absence de progrès en matière de rétention des personnes immigrantes ? Comment réconcilie-t-elle cette absence de progrès avec la volonté avérée de la Coalition Avenir Québec d'accueillir « moins d'immigrants pour en prendre soin » ?

15) M. Polo (Laval-des-Rapides) – **3 novembre 2021**

À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Selon les données disponibles de Statistique Canada, depuis au moins cinq ans, le taux d'emploi des personnes immigrantes au Québec a connu une progression plus qu'appréciable de 2014 à 2018, passant de 57,8 % à 64 %.

Toutefois, depuis l'arrivée au gouvernement de la Coalition Avenir Québec, le taux d'emploi des personnes immigrantes, arrivées depuis moins de cinq ans, semble périlcliter.

Cela a pour effet d'entraîner la non-atteinte des cibles prévues au Plan stratégique 2019-2023 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration en matière de réduction de l'écart entre le taux d'emploi des personnes immigrantes arrivées depuis moins de cinq ans au Québec et le taux au Canada, et ce pour une deuxième année consécutive.

Est-ce que la ministre peut nous expliquer comment elle compte inverser cette tendance ?

16) M. LeBel (Rimouski) – **4 novembre 2021**

Au gouvernement

La pandémie qui nous frappe depuis plus d'un an et demi maintenant nous a permis de constater de nombreuses choses. Par exemple, nos services aux aînés, particulièrement dans les CHSLD et les résidences, s'avèrent souvent chaotiques. Nous n'avons pas réfléchi sérieusement aux impacts de la cohabitation de centaines de personnes âgées, par nature plus vulnérables aux écueils de santé.

Nous avons négligé aussi de nous intéresser aux plus jeunes, puisque nous croyions qu'ils couraient moins de risques de contracter la COVID-19 et d'en subir les séquelles. Quiconque suit l'actualité un tant soit peu comprend que ce n'est que partiellement vrai et que nous ne devons pas négliger davantage la sécurité sanitaire de nos enfants.

Ce préambule m'amène à signaler un autre angle mort de la pandémie au gouvernement. Peu de temps après le début de l'hécatombe dans les services d'hébergement pour aînés, nous avons tous pu prendre connaissance d'études qui révélaient le rôle potentiel des systèmes de ventilation dans la propagation du virus. Cela soulève une question cruciale de santé publique : dans quel état se trouvent les systèmes de ventilation de nos édifices publics ?

Des centaines de milliers de Québécoises et de Québécois fréquentent quotidiennement des locaux de leur gouvernement, qu'ils soient sa propriété ou en location. Les écoles, les hôpitaux, les services d'hébergement pour personnes âgées, les bureaux d'agences ou de services gouvernementaux; la longue liste ne s'arrête évidemment pas là.

Tous ces endroits constituent-ils des vecteurs de propagation non seulement de la COVID-19, mais également d'autres problèmes de santé? Les gens atteints de problèmes respiratoires peuvent-ils les fréquenter sans crainte de subir les effets négatifs de contaminants charriés dans l'air qu'ils respirent? Par surcroît, le gouvernement vient de lever sa recommandation pour le télétravail, ce qui rend mes observations d'autant plus pertinentes.

Voici mes questions :

Le gouvernement reconnaît-il les risques de propagation de contaminants de toute sorte (bactéries, virus, etc.) inhérents aux systèmes de ventilation en fonction dans ses locaux, en propriété ou en location?

Quelles mesures compte prendre le gouvernement pour s'assurer de l'innocuité des appareils de ventilation dans ses locaux, en propriété ou en location?

Le gouvernement s'engage-t-il à resserrer les contrôles de ces systèmes par rapport aux mesures d'avant la pandémie, que ce soit leur inspection, leur nettoyage ou leur mise à niveau lorsque nécessaire?

- 17) M. Polo (Laval-des-Rapides) – **9 novembre 2021**
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Le 20 octobre 2020, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration procédait à un ajustement de son plan stratégique 2019-2023, revoyant plusieurs de ses objectifs à la baisse pour tenir compte de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les activités du ministère.

Or, les cibles pour l'année 2020-2021 ont aussi été modifiées alors que plus de la moitié de cette année fiscale était déjà écoulée.

À la lumière de résultats contenus dans le Rapport annuel 2020-2021 du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, on peut constater que près de 20 % des objectifs ont été réussis, mais ce, seulement parce que la révision des cibles de ceux-ci a été revue à la baisse en octobre 2020.

Est-ce que la ministre peut nous dire si elle considère qu'en matière de reddition de comptes, modifier des cibles en cours d'année constitue une bonne pratique permettant de juger adéquatement de la performance du ministère dans l'atteinte de ses cibles et nous informer de l'ensemble des objectifs qui ont été revus à la baisse en cours d'année par le biais d'une reddition de compte complète ?

- 18) M. Polo (Laval-des-Rapides) – **9 novembre 2021**
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

En vertu de l'Accord Canada-Québec, relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains, le gouvernement du Québec reçoit une compensation financière de la part du gouvernement du Canada pour pallier le retrait de celui-ci des services d'intégration et de francisation des personnes immigrantes.

Est-ce que la ministre peut nous indiquer le montant reçu en 2020-2021 ?

- 19) M. Polo (Laval-des-Rapides) – **9 novembre 2021**
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Depuis 2004, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration produit chaque trimestre un bulletin statistique sur l'immigration permanente au Québec.

Toutefois, ces bulletins ne sont plus disponibles sur le site Internet du ministère depuis le second trimestre de 2020.

Est-ce que la ministre peut nous indiquer à quel moment le ministère compte reprendre cette pratique qui permet de suivre l'évolution de l'immigration permanente au Québec en toute transparence ?

- 20) Mme St-Pierre (Acadie) – **10 novembre 2021**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Centre de conservation du Québec (CCQ) offre des services tarifés en restauration d'objets ou d'œuvres d'art ainsi que des services d'expertise en matière de conservation préventive, de formation et de documentation.

En 2020-2021, ces services tarifés ont connu une augmentation de :

- 2,63 % pour les organismes à but non lucratif ;
- 2,04 % pour les organismes publics ;
- 2,27 % pour les entreprises à but lucratif et les personnes physiques.

Au sujet de toute hausse de la tarification, le premier ministre a déclaré le 3 octobre 2019 : « Ce qu'on vient dire aux Québécois, là, puis on l'a promis pendant la campagne électorale, c'est qu'au Québec, à l'avenir, aucun impôt, aucune taxe, aucun tarif ne va augmenter de plus que l'inflation. C'est une promesse, puis comme toutes nos promesses, on va la tenir. »

Le 27 novembre 2019, en réponse à une question écrite inscrite par la députée de Verdun, la ministre de la Culture et des Communications répondait que la hausse des tarifs au CCQ découlait d'une politique de rattrapage qui s'échelonnait sur cinq ans jusqu'en 2019-2020 et qu'ensuite, les tarifs augmenteront à chaque début d'année financière au taux de l'inflation.

Considérant que l'inflation au Québec en 2020 était de 0,8 % selon l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ), est-ce que la ministre peut nous expliquer comment elle compte réconcilier ces hausses de tarifs avec l'engagement formel du premier ministre et sa réponse du 27 novembre 2019 ?

- 21) Mme St-Pierre (Acadie) – **10 novembre 2021**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère de la Culture et des Communications fait état, en page 43, de la mise en suspens de l'action visant l'amélioration de la synergie et de la coordination des interventions en culture du ministère et de ses sociétés d'État.

Les travaux du comité mis sur pied en 2018 pour travailler sur des procédures pouvant favoriser la concertation et la dynamique entre le ministère et ses sociétés d'État ont été suspendus.

Est-ce que la ministre peut nous indiquer ses intentions quant à la reprise des travaux de ce comité ?

- 22) Mme St-Pierre (Acadie) – **10 novembre 2021**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère de la Culture et des Communications fait état des résultats du Plan d'action de développement durable 2016-2020 du ministère.

La lecture des résultats permet de constater la non-atteinte des cibles reliées à sept des huit objectifs, soit un taux de réussite de seulement 12,5 %.

Est-ce que la ministre peut nous indiquer son degré de satisfaction devant ces résultats, les raisons pour lesquelles chaque cible échouée n'a pas été atteinte et les mesures qu'elle compte mettre en place afin de rencontrer les cibles fixées ?

- 23) Mme St-Pierre (Acadie) – **10 novembre 2021**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère de la Culture et des Communications fait état, en page 41, de la mise en suspens de l'action visant à « mettre en œuvre l'entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole "Réflexe Montréal" et poursuivre les discussions avec la Ville de Montréal pour l'élaboration d'une entente de délégation de l'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux publics, mieux connue sous l'appellation de la Politique du 1 % . »

Est-ce que la ministre peut nous fournir la raison de cette mise en suspens et nous indiquer sa volonté quant à la réalisation de cette action prévue en matière d'occupation et de vitalité des territoires ?

- 24) M. LeBel (Rimouski) – **10 novembre 2021**
Au gouvernement

La levée de l'urgence sanitaire pour le début de 2022 est une excellente nouvelle, mais pour 136 jeunes personnes qui ont des handicaps importants, il en va tout autrement. Ces personnes sont hébergées dans 9 ressources gérées par des organismes communautaires qui ont pour mission principale d'offrir un hébergement avec des services disponibles 24/7. Ces ressources ont été créées, de concert avec les établissements du réseau de la santé et des services sociaux, pour offrir une alternative à de jeunes personnes handicapées qui autrement seraient en CHSLD.

La fin de la prime de 4 \$ l'heure accordée pendant la pandémie aux préposés aux bénéficiaires (PAB) qui œuvrent auprès de ces personnes aura des conséquences sérieuses sur l'environnement de vie de ces 136 personnes handicapées qui devront aller vivre dans un CHSLD. En effet, cette décision crée deux catégories de préposés aux bénéficiaires au Québec, car la prime est devenue une mesure permanente dans le réseau public (CHSLD et hôpitaux) et dans celui des ressources intermédiaires. À l'évidence, il devient important de transformer la prime en mesure permanente pour éviter un exode des préposés aux bénéficiaires vers d'autres emplois.

Pour ces résidents, l'option de vivre dans un CHSLD n'est pas envisageable tellement que l'on peut lire dans leur témoignage que la seconde option est de demander l'aide médicale à mourir. Le défi de la main-d'œuvre est au cœur de la survie de ces milieux de vie ; il ne faut surtout pas créer deux catégories de préposés aux bénéficiaires avec les conséquences appréhendées pour ces personnes pour qui vivre dans la dignité est un droit fondamental.

Mes questions :

Est-ce que le gouvernement considèrera la demande des ressources d'hébergement communautaire de transformer la prime de leurs préposés aux bénéficiaires en mesure permanente ?

Comment le gouvernement compte-t-il assurer la pérennité de ces milieux de vie exceptionnels pour des jeunes lourdement handicapés en évitant l'exode de leur personnel ailleurs dans le réseau ?

25) Mme St-Pierre (Acadie) – **11 novembre 2021**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère de la Culture et des Communications fait état, en page 50, du fait que 13,5 % des demandes d'accès à des documents administratifs ont été répondues au-delà du délai légal de 30 jours.

En effet, la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit, en son article 47, qu'une réponse doit être donnée dans un délai de 20 jours suivant la réception de la demande, et qu'un délai supplémentaire de dix jours peut être invoqué.

En guise d'explication pour ce résultat, le ministère invoque l'effet de la pandémie de la COVID-19 quant au traitement de 20 demandes qui nécessitait l'accès à des versions uniquement papier, de documents pour lesquels il était impossible pour le personnel d'y avoir accès, et ce, pendant la réorganisation découlant du confinement décrété en vertu de l'État d'urgence sanitaire.

Bien que cette explication soit tout à fait logique, il demeure que le ministère semble éprouver des difficultés à se conformer à l'obligation légale de répondre aux demandes en 30 jours, puisque selon le Rapport annuel de gestion 2019-2020 du ministère, 10 % des demandes formulées cette année-là ont été répondues au-delà du délai prévu.

Sachant que l'accès à l'information dans des délais prescrits est un des piliers du principe de transparence, est-ce que la ministre peut nous indiquer les mesures qui seront mises en place afin de s'assurer que les demandes d'accès à des documents administratifs seront traitées selon les délais prévus par la loi au sein du ministère de la Culture et des Communications ?

26) M. Tanguay (LaFontaine) – **11 novembre 2021**

Au ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère du Conseil exécutif fait état, en page 55, que 6 % des demandes d'accès à des documents administratifs ont été répondues au-delà du délai légal de 30 jours.

En effet, la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit, en son article 47, qu'une réponse doit être donnée, dans un délai de 20 jours suivant la réception de la demande, et qu'un délai supplémentaire de dix jours peut être invoqué.

Sachant que l'accès à l'information dans des délais prescrits est un des piliers du principe de transparence, est-ce que le ministre peut nous indiquer les mesures qui seront mises en place afin de s'assurer que les demandes d'accès à des documents administratifs seront traitées selon les délais prévus par la loi au sein du ministère du Conseil exécutif ?

27) M. Tanguay (LaFontaine) – **11 novembre 2021**

À la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère du Conseil exécutif fait état, en page 27, que : « Le ministère a par ailleurs continué ses travaux sur le projet de loi n° 39, Loi établissant un nouveau mode de scrutin. »

Sachant que les consultations sur le projet de loi n° 39 se sont terminées le 6 février 2020, et que la seule activité législative concernant le projet de loi n° 39 qui s'est déroulée dans la période couverte par le Rapport annuel de gestion 2020-2021 d'avril 2020 à mars 2021 fut l'adoption du principe du projet de loi le 8 octobre 2020, est-ce que la ministre peut nous préciser la nature des travaux menés par le ministère au sujet du projet de loi n° 39 ?

- 29) M. Gaudreault (Jonquière) – **24 novembre 2021**
Au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles

Le 9 juillet dernier, Hydro-Québec a confirmé que le barrage de Saint-Narcisse, mis en service en 1925, serait démantelé. La société d'État a également affirmé que cette décision était définitive.

Le barrage a toutefois une valeur patrimoniale importante pour de nombreux résidents de la municipalité ainsi que pour son maire. Plusieurs auraient espéré qu'un autre projet voie le jour dans ses installations.

Conséquemment, relativement à ce projet :

1. Je demande au ministre de dévoiler publiquement les études en sa possession concernant le démantèlement, la rénovation ou la revalorisation du barrage.
2. Je demande au ministre également de dévoiler publiquement les informations en sa possession concernant l'état de santé du barrage.
3. J'aimerais connaître les démarches que le ministre a entreprises afin de s'assurer d'une évaluation adéquate des différentes options concernant le barrage.
4. J'aimerais que le ministre tienne compte du fait qu'une première version de cette question lui a été adressée à la mi-septembre 2021, mais qu'elle n'a jamais obtenu de réponse, considérant la prorogation des travaux parlementaires.

- 30) M. Rousselle (Vimont) – **24 novembre 2021**
À la ministre de la Sécurité publique

La Planification stratégique 2021-2024 du commissaire à la lutte contre la corruption fait état d'une diminution importante du nombre de signalements auprès du commissaire par le public. De 874, en 2017-2018, à 396, en 2019-2020, la baisse des signalements semble inquiétante puisqu'elle est une des sources principales d'enquête selon le commissaire.

Le commissaire, dans sa Planification stratégique, affirme en page 14 qu'il ne s'agit pas d'une baisse générale des crimes liés à la corruption : « la criminalité globale est à la baisse, mais on ne peut pas faire le même constat pour la corruption ».

Est-ce que la ministre peut nous indiquer quelles mesures seront prises pour pallier cette situation, considérant que les indicateurs du commissaire indiquent que la baisse serait plutôt due à la perception du public?

31) M. Rousselle (Vimont) – **24 novembre 2021**

À la ministre de la Sécurité publique

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du Bureau de la sécurité privé fait état d'une hausse fulgurante du nombre de permis temporaires qui ont été accordés, notamment pour faire face à la hausse des besoins en matière de gardiennage, en lien avec la pandémie de la COVID-19.

Le nombre de permis temporaires d'agents pour le gardiennage est passé de 714 en 2019-2020 à 13 581 en 2020-2021.

Est-ce que la ministre peut nous indiquer quelles mesures ont été mises en place afin d'assurer la qualité de la formation et de l'encadrement d'une cohorte aussi importante d'agents de gardiennage avec un permis temporaire?

D'une autre part, est-ce que la ministre peut nous indiquer si le Bureau de la sécurité privé prévoit un maintien de la demande en agents de gardiennage et si les ressources adéquates sont en place pour le passage d'un permis temporaire à un permis permanent pour cette large cohorte?

32) M. LeBel (Rimouski) – **24 novembre 2021**

Au gouvernement

À qui incombait la responsabilité de gérer la situation dans les CHSLD et de planifier l'arrivée massive d'ânés vulnérables au début de la pandémie? « Aux PDG des CISSS et des CIUSSS », a répondu l'ex-ministre de la Santé et des Services sociaux, en ajoutant avoir demandé aux présidents-directeurs généraux de « mettre à jour » un plan élaboré en 2009 pour faire face à la grippe A (H1N1) lors d'une rencontre organisée le 22 janvier 2020.

Cependant, à la lecture du procès-verbal de cette réunion, la mise à jour des plans n'y avait pas été abordée. C'est ce qui a fait dire à la coroner Géhane Kamel : « Se peut-il que la directive ait plutôt été donnée à la fin février? » La réponse de la ministre se résume par un : « Je ne peux pas vous répondre. »

Un courriel important sonnait l'alarme sur la situation au CHSLD Herron et sur 23 décès qui risquaient de survenir avait, selon la ministre, « probablement » été reçu par du personnel de son cabinet, puis transféré au cabinet de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants. Il n'y a eu aucun suivi de cet appel à l'aide.

Voilà deux exemples de cafouillage qui s'ajoutent à des rapports d'inspection détruits et autres révélations inimaginables que nous découvrons semaine après semaine.

Parmi les causes « d'une crise humaine sans précédent », la protectrice du citoyen, Marie Rinfret, a identifié une mauvaise estimation de la capacité des CHSLD à faire face à la situation, la sous-évaluation de la vulnérabilité au virus des résidentes et résidents en CHSLD, une méconnaissance du personnel devant une situation d'infections lors d'une éclosion majeure qui a été aggravée par le manque d'équipements de protection individuelle et la vétusté des lieux. Des consignes en constante évolution provenant des autorités sanitaires ont également compliqué les choses, surtout en l'absence de gestionnaires dans chaque installation.

Le résultat en cette période de COVID : plus de 5210 personnes vivant en CHSLD – soit 13 % des quelque 40 000 Québécois vivant dans ces résidences – sont décédées.

Plus de 50 % des 10 000 décès au Québec sont survenus dans des CHSLD. À cela, j'ajoute 20 % de décès dans des résidences pour aînés (RPA). Quel triste bilan! À titre comparatif, les centres de soins de longue durée comptaient pour 43 % des décès en France, 34 % au Royaume-Uni et 28 % en Allemagne.

Nous vivons actuellement une prise de conscience nationale sur l'importance d'obtenir toute la vérité sur la façon dont ont été traité les aînés durant cette pandémie. Je le répète : plus de 5 000 aînés sont morts depuis le début de mars 2020.

Ma question :

Le gouvernement agira-t-il rapidement à la suite du rapport de la protectrice du citoyen et des nombreuses révélations entendues devant la coroner Géhane Kamel pour mettre en œuvre une commission d'enquête publique, indépendante et itinérante sur les circonstances qui ont mené à cette catastrophe?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 23 novembre 2021
Loi interdisant les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures –
député de Jonquière.

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS